

« Tant pis ! Il y aura un roi sur nous ! » ou la politique du pire.

1 Samuel 8 : 4-22

Dans le texte que nous venons de lire, toute ressemblance avec des faits ou des personnes réels serait tout à fait fortuite.

Quoique...Ce que nous avons lu ici semble d'une actualité étonnante. Alors que, depuis des mois, nous avons entendu et lu des propos xénophobes, réactionnaires et nationalistes et qu'aujourd'hui, un des partis qui défend ces idées accède une fois encore au second tour des élections qui vont décider de l'avenir de notre pays ; alors qu'aux portes de l'Europe un État, dirigé par un autocrate, a envahi un État de droit, montrant ainsi jusqu'où pouvait aller l'hubris d'un homme façonné par une histoire totalitaire ; il semble qu'une partie de nos concitoyens continuent à vouloir la politique du pire.

« Tant pis, nous voulons l'esclavage ! » Voici à quoi pourrait se résumer l'attitude inconsciente du peuple telle que la décrit le livre de Samuel. Alors, oui, ce texte a de quoi nous interpeller sur notre propre vie politique et citoyenne.

On me rétorquera que ce n'est pas à un pasteur de poser ce problème en chaire et que le travail du pasteur est de commenter la Bible, rien que la Bible, sans se mêler de politique. C'est généralement l'argument utilisé pour museler toute parole libre et inspirée par un souci de cohérence entre la foi et la mise en pratique de la foi ; entre le commandement d'amour prononcé dans le passé et la mise en pratique concrète de ce commandement dans notre monde bien présent et bien réel.

Si la Bible était lettre morte pour notre monde, alors comment annoncerait-elle le salut et la grâce à nos contemporains ? Si la Bible n'est pas politique, alors cela signifie que l'on peut être chrétien tout seul dans son coin et que le sort de ceux qui vivent avec nous dans le monde ne nous intéresse pas.

Peut-on vraiment couper les témoignages de foi que sont ceux de la Bible, de la réalité politique qui les a suscités ? Peut-on être à ce point naïf que l'on ferait de ces livres des recueils de méditation passive qui ne nous engageraient à rien dans le monde pour ceux que nous osons appeler « nos frères » ou « nos amis » au sens où le Christ lui-même emploie ces mots ?

À cela, on me rétorquera que la retenue est de mise dans notre république laïque et que les religieux de tout genre n'ont qu'à bien se tenir, c'est-à-dire rester muets dans le lieu même où leur vocation est de prêcher la parole du ciel mais non pas de parler des problèmes de la terre.

Toutefois servir la parole de Dieu, celle qui fait vivre, celle qui nous inspire la paix et la justice, est-ce compatible avec l'acceptation de l'inacceptable ? Ne sommes-nous pas au service d'une parole incarnée en un homme qui a mis en jeu sa propre vie pour sauver la nôtre de la mort de la conscience, de la mort de la vérité, de la mort de la liberté ?

Fidèle(s) à cette parole, comment se taire ?

Le livre de Samuel nous parle d'identité nationale, de concurrence entre Israël et les États nations comme celui des Philistins, de la peur de l'ennemi, de la peur de la guerre et de la corruption des pouvoirs. Ces pouvoirs qui devraient montrer l'exemple à tout un peuple parce qu'ils ont été élus, non pas pour être au-dessus des lois mais pour être garants des lois et pour les appliquer. Alors comment ne pas penser à nous-mêmes quand la Bible nous interpelle et nous fait entrer en dialogue avec des hommes et des femmes d'un autre temps que le nôtre mais qui, manifestement, cherchaient comme nous, les meilleures formes institutionnelles pour garantir à chacun sa place et sa liberté.

Samuel est un prophète dont le service s'inscrit dans la continuité des juges qui marquèrent les tribus d'Israël jusque-là. Ces juges dont les plus connus sont sans doute Samson, le « monsieur muscle » de la Bible, Déborah, la femme qui lève des coalitions armées pour sauver son peuple, et Gédéon, le « travailleur indépendant du salut », « anti-héros » devenu « super héros » parce que, un jour, on a eu besoin de lui. Tous ces personnages sont présentés comme des sauveurs, des individus providentiels qui arrivent au bon moment pour ouvrir une issue dans l'impasse dans laquelle se trouve le peuple. Les juges sont présentés comme des guerriers charismatiques, choisis par Dieu pour servir sa cause, des personnages mis à part pour le service de Dieu.

Toutes les tribus d'Israël sont présentées comme indépendantes les unes des autres, et même si les juges semblent héroïques, leurs aventures et la violence dont ils doivent faire preuve démontrent que la guerre et l'anarchie sont en fait des menaces constantes contre les tribus et entre les tribus. Pourtant, le livre des Juges insiste sur le fait que, par leur action, le pays fut tranquille pendant de nombreuses années.

La guerre civile, suite aux exactions de la tribu de Benjamin, sera la dernière crise racontée dans le livre des Juges ; c'est donc après cela que le peuple réclame un autre régime. Un régime qui mette de l'ordre, un régime qui rassemble, même artificiellement toutes ces tribus sous le pouvoir d'un seul, afin de paraître plus gros, plus grand, plus puissant et de se créer, même artificiellement, une identité nationale.

Un roi, un Dieu, un État, bref, la monarchie absolue. Et, dans ce nouveau système qui semble brusquement tout simplifier, chacun devra marcher au pas selon une pensée unique : celle d'un roi.

Samuel a beau présenter le prix d'une telle simplification du problème, mais rien n'y fait. Le peuple semble dire : « Tant pis, nous retournerons chez Pharaon ». La Bible raconte un Dieu dont l'amour pour l'humanité passe par sa liberté. Non pas un Dieu qui a un projet politique pour les hommes ; la preuve étant que, dans ce texte, Dieu dit : « donne-leur ce qu'ils veu-

lent ». Le Dieu qui inspire Samuel est un Dieu qui attend que la confiance qu'on lui accorde nous libère de toutes ces peurs qui nous font vouloir même le pire pourvu qu'on soit débarrassé du problème qui consiste à vivre ensemble. Mais c'est une illusion, ce problème rebondit toujours et ne s'arrête jamais. C'est le principe même d'une vie en société.

La terre promise où sont arrivées les tribus d'Israël n'est pas cet espace sur une carte qui, dès l'instant où un peuple déclare : « c'est chez moi » acquiert aussitôt ses limites, son autonomie, son impénétrabilité, son étanchéité. Non. La terre promise par Dieu à son peuple, ce peuple que décrivent les textes bibliques, comme celui que forment encore aujourd'hui ceux qui mettent leur confiance en lui, est une terre traversée, travaillée, stérile ou féconde, et qu'il nous appartient de comprendre sans cesse comme la halte de notre vie entre naissance et mort.

Alors vouloir faire de son pays un lieu borné par des frontières fermées pour empêcher quiconque d'y entrer, de s'y réfugier et d'y vivre, c'est le réduire à un corps simple au milieu d'un monde complexe. Mais cette conception de la nation fermée aux autres ne peut pas être la terre promise par le Dieu d'Abraham, d'Isaac et de Jacob. Elle ne peut pas être la terre dans laquelle Jésus traçait du bout du doigt la grâce inconditionnelle pour une femme qu'on allait lapider ; elle ne peut pas être celle avec laquelle Adam fut formé pour recevoir le souffle de vie et de liberté, ni celle avec laquelle notre foi façonna nos vies comme des vases d'argiles, vides et ignorants de leur propre identité. Ce nationalisme des frontières fermées, de la xénophobie, du simplisme binaire qui consiste à regarder qui est français et qui ne l'est pas, qui est dedans et qui doit rester dehors, n'est pas compatible avec le nomadisme de la terre promise qui rend libres les êtres humains. La terre promise est toujours devant nous, toujours à labourer pour la rendre accueillante au plus grand nombre, toujours à soigner pour la rendre habitable pour tous. Construire la paix civile est un travail, pas un coup de force.

Il est inacceptable que notre pays, celui des Lumières, celui de la liberté de conscience, celui de la garantie de la liberté de culte par la laïcité, ne trouve comme solution à ses problèmes d'inégalité, de violence sociale et de précarité que l'idéologie de la haine des autres. Je suis certaine que beaucoup d'hommes et de femmes de bonne volonté comprendront que, lorsqu'on essaie la politique du pire, on n'en revient jamais. Car c'est bien cette leçon-là qui nous est donnée dans ce texte du livre de Samuel. Tant que nous sommes libres de choisir, ne choisissons pas de laisser s'introduire dans nos institutions ceux qui nous retire-ront demain tout choix. Samuel sait que le roi demandé, Saul « *le demandé* », ne laissera plus jamais sa place à partir du moment où il sera devenu roi. Et même sa folie meurtrière ne l'empêchera pas de régner, bien au contraire.

Alors, oui, aujourd'hui j'aurais pu prêcher sur la beauté des lys des champs et vous dire que demain s'inquiètera de lui-même. Mais : « à chaque jour suffit sa peine » dit l'Évangile, et cette peine-là nous revient ; nous sommes responsables de ce que nous acceptons et de ce que nous refusons.

Souvenons-nous d'autres temps où les églises ont dû assumer de n'avoir rien dit quand la politique du

pire avait séduit les fidèles. Par exemple, l'église confessante en Allemagne, qui a dû se repentir de n'avoir rien dit quand le nazisme a commencé à dire qui était digne ou non d'exister dans le nouveau système qu'il avait mis en place.

Sans doute êtes-vous nombreux ici à connaître ce « poème » de Martin Niemoeller, pasteur luthérien, qui commença d'abord à soutenir la politique de Hitler et qui devint un de ses adversaires avant d'être emprisonné à Dachau :

« *Quand les nazis sont venus chercher les communistes, je n'ai rien dit, je n'étais pas communiste. Quand ils ont enfermé les sociaux-démocrates, je n'ai rien dit, je n'étais pas social-démocrate. Quand ils sont venus chercher les syndicalistes, je n'ai rien dit, je n'étais pas syndicaliste. Quand ils sont venus me chercher, il ne restait plus personne pour protester.* ».

Par la suite, diverses versions de ce texte ont été publiées en le transformant parfois beaucoup et même un peu trop. Mais Martin Niemoeller explique, de nombreuses années plus tard, que : « *le fond de l'idée était : les communistes, nous laissons toujours faire avec calme ; et les syndicats, ça aussi nous laissons faire ; et nous laissons même faire pour les sociaux-démocrates. Rien de tout cela n'est notre affaire. L'Église ne s'est pas inquiétée de politique à ce moment, et elle ne devrait d'ailleurs pas en faire. Dans l'Église confessante nous ne voulions pas représenter une résistance politique en tant que telle, mais nous voulions décider pour l'Église que tout cela n'était pas juste, et que cela ne devait pas être accepté par l'Église.* »

(<http://www.martin-niemoeller-stiftung.de/4/daszitat/a46>)

Malheureusement, pour l'Église confessante, il était déjà trop tard.

Mais pour nous, ne pas user de notre liberté, ne pas assumer notre responsabilité, ne pas dire par la voie démocratique dont nous jouissons que nous sommes contre la politique du pire, pendant qu'il en est encore temps de l'éviter, c'est s'exposer à devoir demain dire à notre tour :

« *Quand ils sont venus chercher les opposants politiques, je n'ai rien dit, je n'étais pas politisée. Quand ils sont venus chercher mes amis étrangers je n'ai rien pu faire, c'était trop tard, ils avaient changé les lois, et quand j'ai voulu voter contre eux, c'était trop tard, il n'y avait plus d'opposition* »

L'Église de Jésus Christ, est notre affaire, et si elle ne répond pas par sa prédication à la banalisation du mal, alors elle abandonne le Christ, comme Pierre quand le coq chanta trois fois. Il était pourtant prévenu.

Souvenons-nous que, comme le disait le philosophe Edmund Burke, Whig pourtant peu soupçonnable d'être révolutionnaire : « *Pour triompher, le mal n'a besoin que de l'inaction des gens de bien* ».

AMEN.